

Activités sociales des IEG

Un modèle en crise



Agir, ne pas subir

Depuis plusieurs mois, vous êtes alertés sur la crise importante que subissent nos activités sociales.

Face au constat d'un système à bout de souffle, employeurs, organisations syndicales et membres du gouvernement sont entrés en discussion. Après moult échanges, un projet de plateforme commune a été proposé.

Il s'agit en réalité, pour FO, d'un **vaste plan d'économie drastique reposant pour l'essentiel sur les moyens humains**. Par ailleurs, il ne règle en rien la pérennité des activités sociales.

Propositions employeurs

- Un financement forfaitaire basé sur les effectifs ou un coefficient par unité de volume selon la taille des entreprises. Ce qui revient, pour FO, à **un financement basé sur la masse salariale**.
- **Un plan de « redéploiement » du personnel de la restauration**. Les employeurs initieraient les fermetures de sites et la CCAS, employeur, gèrerait le plan social ad hoc.
- **Une réduction des postes** au tableau hiérarchique des effectifs statutaires et conventionnés.
- **Une réduction d'au moins 20 % du volume global des autorisations d'absence** (moyens bénévoles pour les convois, encadrement des centres de vacances...) accordée par les employeurs.
- Une baisse de 20 % de la surface occupée sur les moyens immobiliers.
- La création d'**une instance paritaire nationale de Branche** en matière de gouvernance.

Les nouveaux acteurs du secteur de l'énergie doivent se soumettre aux obligations légales en matière sociale.

Propositions FO Énergie et Mines

Le périmètre de financement doit être le préalable de cette négociation. C'est le message que FO n'a eu de cesse de passer vers tous les acteurs.

La libéralisation du marché de l'énergie a, en effet, généré 2 faits majeurs :

- L'arrivée de nouveaux **acteurs qui ne contribuent pas au système.**
- La diminution constante du personnel statutaire IEG au gré des réorganisations, voire de fermetures de sites.

Par conséquent, créer un système basé sur la masse salariale ne tiendra pas dans le temps.

Pour FO, le mode de financement doit se faire par une **ventilation budgétaire entre les différentes filières** intégrant de fait l'ensemble des acteurs du secteur (production, transport, commercialisation).

Pour stabiliser et viabiliser le financement, nous proposons que soient **mis à contribution les dividendes versés** par les entreprises. À titre d'information en 2015, 2 milliards d'euros ont été versés pour EDF et 1 milliard pour ENGIE...

FO a très vite contesté l'abandon du personnel de la restauration méridienne.

FO revendique la mise au Statut des salariés conventionnés et le maintien de la mise à disposition des personnels statutaires.

De même, il est anormal que les salariés n'ayant aucune solution de restauration (3 salariés sur 5) ne puissent pas **bénéficier, a minima, de chèques restaurants.**

Le sacrifice via un plan d'économie, de centaines d'emplois ne peut être acceptable.

Le financement est la pierre angulaire de cette négociation.

Sacrifice de centaines d'emplois, fermetures de sites, sont inacceptables

Dans une perspective d'avenir, ni la gestion (que FO conteste et qui a contribué à générer cette situation), ni l'équation proposée en termes de financement ne sauraient sauver les activités sociales. Pire, **le contexte politique continue de favoriser une concurrence librement faussée, dont naissent des entités telles Direct Energie.**

C'est aussi pour ces questions, que FO Énergie et Mines a considéré devoir ester en justice contre cette société afin qu'elle se soumette aux obligations légales du secteur en matière sociale.

La balle est désormais dans le camp des pouvoirs publics...

Agir, ne pas subir

WWW.
FNEM-FO
ORG

